

**ARRÊTÉ 2025-DCAT-BEPE- 363**

**du 3 OCT. 2025**

**portant autorisation environnementale relative au projet décarbonation – efficacité énergétique et au changement de combustible pour l'alimentation du four de fusion de la société AGC Glass Seingbouse sur le territoire de la commune de Seingbouse, et à la révision de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000-AG/2-413 du 22 décembre 2000 en rassemblant les arrêtés préfectoraux complémentaires associés**

Le préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> Installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article L.512-12 ;
- Vu** la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union européenne ;
- Vu** le règlement européen (UE) 2023/1542 du parlement européen et du conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE ;
- Vu** la décision d'exécution de la Commission du 28 février 2012 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la fabrication du verre, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-97 du 9 septembre 2025 portant délégation de signature de M. Philippe Deschamps, assurant l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié et relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge) » – (rubriques n° 2925-1 et n° 2925-2) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
- Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 (applicable à compter du 20 décembre 2018) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-413 du 22 décembre 2000 autorisant la société Piklington Glass France SAS à exploiter une unité de fabrication de verres plats sur le parc d'activités districale de Farébersviller à Seingbouse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2003-AG/2-10 du 10 janvier 2003 prescrivant à la société Piklington Glass France SAS de se conformer à certaines prescriptions en vue de la poursuite de son activité de fabrication de verres plats sur le parc districale de Farébersviller à Seingbouse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP/BUPE-245 du 17 octobre 2016 imposant à la société AGC Interpane Glass France des prescriptions complémentaires suite à l'instruction du dossier de réexamen des conditions d'autorisation d'exploiter ses activités situées sur le territoire de la commune de Seingbouse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-DLP/BUPE-188 du 12 septembre 2017 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-413 du 22 décembre 2000 autorisant la société AGC Interpane Glass France à exploiter une unité de fabrication de verre plat sur la commune de Seingbouse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-DLP/BUPE-143 du 20 juillet 2021 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-413 du 22 décembre 2000 autorisant la société AGC Interpane Glass France SAS à exploiter une unité de fabrication de verre plat sur le territoire de la commune de Seingbouse ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-DLP/BUPE-63 du 7 avril 2022 complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-413 du 22 décembre 2000 modifié autorisant les activités de la société AGC Interpane Glass France SAS sur le territoire de la commune de Seingbouse ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse approuvé le 18 mars 2022 ;
- Vu** le porter à connaissance du 22 novembre 2022, présentée par la société AGC Interpane Glass France dont le siège social est situé Parc d'activités de Farébersviller – 57455 Seingbouse, concernant un changement de combustible pour l'alimentation du four de fusion avec la mise en place d'une cuve additionnelle de fioul domestique de 120 m<sup>3</sup> ;
- Vu** le dossier de demande d'autorisation Décarbonation – Efficacité énergétique du 31 juillet 2023, présentée par la société AGC Glass Seingbouse dont le siège social est situé Parc d'activités de Farébersviller – 57455 Seingbouse, consistant à décarboner et à améliorer l'efficacité énergétique des installations grâce à plusieurs projets ;
- Vu** les compléments apportés par la société AGC Glass Seingbouse le 12 avril 2024 ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale du 4 octobre 2024 ;
- Vu** la décision du 23 octobre 2024 du 1<sup>er</sup> vice-président du tribunal administratif de Strasbourg portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2024-245 du 14 novembre 2024 portant ouverture d'une enquête publique unique pour une durée de 30 jours du 16 décembre 2024 au 21 janvier 2025 inclus sur le territoire des communes de Seingbouse et Farébersviller ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu** la publication de cet avis dans deux journaux locaux : le Républicain Lorrain – les 28 novembre et 18 décembre 2024, les Affiches d'Alsace et de Lorraine – les 29 novembre et 17 décembre 2024 ;
- Vu** les registres d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur du 3 mars 2025 ;
- Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Béning-lès-Saint-Avold, Betting, Farébersviller, Farschviller, Henrville, Seingbouse et Thédling ;
- Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu** le rapport et les propositions du 18 août 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 21 août 2025 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'avis du 5 septembre 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- Vu** le projet d'arrêté modifié porté le 10 septembre 2025 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'absence d'observation de la société AGC Glass Seingbouse, dans le délai imparti, sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**Considérant** que le projet déposé par la société AGC Glass Seingbouse relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** que le projet de la société AGC Glass Seingbouse de décarboner son activité et améliorer l'efficacité énergétique des installations consiste en :

- la mise en œuvre d'un dispositif d'électroboosting au niveau du four de fusion permettant une augmentation de puissance de 2 MW, et une augmentation de la capacité journalière maximale de production de verre plat de 30 t/jour,
- l'implantation d'une centrale de récupération d'énergie ORC, d'une puissance totale d'environ 1,3 MW<sub>ELEC</sub>,
- l'augmentation de la capacité de stockage de calcin de 1 100 m<sup>3</sup>,
- l'implantation de 2 centrales photovoltaïques au sol, d'une puissance cumulée de 7,811 MWc,
- un système de stockage d'énergie modulaire industriel (batteries lithium-ion) d'une capacité installée de 5 963,2 kWh ;

**Considérant** que l'utilisation de calcin supplémentaire dans le process permet un apport moindre d'énergie pour la fabrication du verre par rapport à l'emploi de matières premières brutes, diminuant ainsi le besoin énergétique extérieur des installations et ses rejets atmosphériques dont les gaz à effet de serre ;

**Considérant** que la société AGC Glass Seingbouse ne peut pas arrêter son four de fusion en cas de délestage de la consommation de gaz naturel ou de différence substantielle du prix du gaz naturel par rapport aux combustibles liquides (FOD ou GNR) sans mettre en jeu la viabilité économique du site ;

**Considérant** que la société AGC Glass Seingbouse est en capacité d'alimenter son four de fusion :

- en cas de difficulté ponctuelle d'approvisionnement en gaz naturel avec un mix énergétique 60 % gaz naturel – 40 % fioul,
- en cas de rupture totale de l'approvisionnement en gaz naturel avec 100 % de fioul, tout en conservant la maîtrise des pollutions atmosphériques à des niveaux conformes aux exigences réglementaires ;

**Considérant** que de nombreux risques sont potentiellement rencontrés lors des interventions des services de secours sur les systèmes de stockage d'énergie constitués par les batteries de technologie lithium-ion : électrique durant toute la phase du sinistre, thermique, explosif, embrasement généralisé, toxique, mécanique par la projection d'éléments de la batterie, pollution des sols et des aquifères ;

**Considérant** la difficulté rencontrée par les sapeurs-pompiers au-cours de certaines interventions pour connaître la nature des batteries prises dans un incendie et donc les moyens à mettre en œuvre ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'imposer des règles minimales relatives à l'implantation, aux distances d'éloignement, à la conception des installations, aux moyens et aux opérations de lutte contre l'incendie ;

**Considérant** l'avis de la DDT du 23 mai 2024 émettant un avis favorable sous réserve de poser, à titre préventif, un filet anti-amphibien sur la partie sud-est de la zone d'étude du parc photovoltaïque n°2 (zone de création de fourrés) en phase de travaux ;

**Considérant** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;



**Considérant** que les appareils de mesures continues existent depuis de nombreuses années et ne possèdent pas de QAL1 ;

**Considérant** que l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 impose que « Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées à l'annexe I (a) du présent arrêté. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que les méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée par le préfet après avis de l'inspection des installations classées, par un organisme extérieur compétent » ;

**Considérant** que la norme EF EN 14181, introduit les procédures qualités QAL 1, QAL 2, QAL 3 et AST et qu'il convient de les prescrire explicitement dans l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que l'article 34 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à la verrerie mentionne les intervalles de confiance à 95 % ne dépassant pas les pourcentages des valeurs limites d'émission pour le SO<sub>2</sub> à 20 %, les NO<sub>x</sub> à 20 % et les poussières à 30 % et qu'il convient de les prescrire dans l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

La société AGC Interpane Glass Seingbouse SAS, dont le siège social est situé Mégazone de Moselle Est – Parc d'activités de Farébersviller à Seingbouse (57455), ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à exploiter sur le Parc d'activité de Farébersviller à Seingbouse, les installations détaillées dans les articles suivants et à poursuivre l'exploitation de son installation de fabrication de verres plats, sous réserve du respect des dispositions suivantes.

### **Article 2 – Abrogations des prescriptions des actes antérieurs**

Les actes antérieurs suivants sont abrogés :

- l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-413 du 22 décembre 2000 autorisant la société Piklington Glass France SAS à exploiter une unité de fabrication de verres plats sur le parc d'activités districale de Farébersviller à Seingbouse ;
- l'arrêté préfectoral n° 2003-AG/2-10 du 10 janvier 2003 prescrivant à la société Piklington Glass France de se conformer à certaines prescriptions en vue de la poursuite de son activité de fabrication de verres plats sur le parc districale de Farébersviller à Seingbouse ;
- l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP/BUPE-245 du 17 octobre 2016 imposant à la société AGC Interpane Glass France des prescriptions complémentaires suite à l'instruction du dossier de réexamen des conditions d'autorisation d'exploiter ses activités situées sur le territoire de la commune de Seingbouse ;
- l'arrêté préfectoral n° 2017-DLP/BUPE-188 du 12 septembre 2017 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-413 du 22 décembre 2000 autorisant la société AGC Interpane Glass France à exploiter une unité de fabrication de verre plat sur la commune de Seingbouse ;
- l'arrêté préfectoral n° 2021-DLP/BUPE-143 du 20 juillet 2021 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-413 du 22 décembre 2000 autorisant la société AGC Interpane Glass France SAS à exploiter une unité de fabrication de verre plat sur le territoire de la commune de Seingbouse ;
- l'arrêté préfectoral n° 2022-DLP/BUPE-63 du 7 avril 2022 complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-413 du 22 décembre 2000 modifié autorisant les activités de la société AGC Interpane Glass France SAS sur le territoire de la commune de Seingbouse.

**Article 3 – Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (ICPE) et des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA)**

**Article 3.1 – Installations classées pour la protection de l’environnement (ICPE)**

L’exploitant, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, est autorisé à exploiter une usine de fabrication de verres plats d’une capacité de 302 950 tonnes par an, comportant les activités classées suivantes :

Rubrique	Activité	Régime*	Capacité
1450-1	Stockage ou emploi de solides inflammables. 1. La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant supérieure ou égale à 1 t.	A	Silo d’antracite d’une capacité maximale de 30 t.
2530-1-a	Fabrication et travail du verre. La capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant 1. pour les verres sodocalciques a) supérieure à 5 t/j.	A	Un four de production de verre plat. Quantité totale de verre fabriquée : 830 t/j.
2567-2-a	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d’un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques consommée étant a) supérieure à 200 kg/jour.	A	Revêtement de plaques de verres par électro-déposition (plasma) de métaux (bismuth, or, argent, étain...) avec une quantité consommée de 210 kg/j.
3330 (rubrique principale au sens de l’article R.515-61 du code de l’environnement)	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 t par jour.	A	Quantité totale de verre fabriquée : 830 t/j.
4130-3-a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d’exposition par inhalation. 3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant a) supérieure ou égale à 2 t.	A	4 fûts de 980 kg soit 3,920 t au maximum de dioxyde de soufre.
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l’exclusion de celles classées au titre d’une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l’ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l’installation, étant a) supérieure à 200 kW.	E	Puissance totale de 936 kW pour tous les équipements électriques présents pour le stockage et le mélange des matières premières (500 kW), le circuit de récupération et de broyage du calcin (210 kW) et les chargeuses VOLVO (2 x 113 kW).

Rubrique	Activité	Régime*	Capacité
2915-1-a	<p>Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles :</p> <p>1. lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) étant</p> <p>a) supérieure à 1 000 l.</p>	E	<p>Quantité de fluide caloporteur : 14 000 l (température maxi : 295 °C &gt; point d'éclair : 220 °C). + 12 000 l de therminol 66 pour le fonctionnement de la centrale ORC (température maxi : 200-300 °C &gt; point éclair : 170 °C).</p> <p><b>Total : 26 000 l</b></p>
2921-1-a	<p>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère</p> <p>1. installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	E	<p>4 tours aéroréfrigérantes d'une puissance totale de 5 000 kW.</p>
1185-2-a	<p>Fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009.</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p>	DC	<p>Quantité totale de fluide : 527,58 kg.</p>
2524	<p>Atelier de taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels tels que le marbre, le granite, l'ardoise, le verre, etc.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 400 kW.</p>	D	<p>Puissance totale de 3 360 kW pour toutes les machines des lignes de découpage, avec broyage du calcin (810 kW), et pour la fabrication de verre feuilleté (2 550 kW).</p>
2560-2	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant</p> <p>2. supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW.</p>	DC	<p>Atelier maintenance : puissance installée d'environ 200 kW.</p>

Rubrique	Activité	Régime*	Capacité
2661-1-c	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), 1. par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.). La quantité de matière susceptible d'être traitée étant c) supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j.	D	Fabrication de verre feuilleté par ajout de PVB (polyvinyle butyral) entre deux plaques de verre.  La quantité maximale utilisée est de 9 t/jour.
2662-2	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant 2. supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	D	Stockage de 240 m <sup>3</sup> de plastique (PVB).
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710.  Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup> .	D	Récupération de calcin externe Volume maximal : 3 300 m <sup>3</sup>
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	A	Four verrier : 60 MW Chaudière LOOS : 1 330 kW. Chaudière MAXXTEC : 5 000 kW. Chauffage fuel du local RO1 : 31 kW. Groupes électrogènes : 2 x 1 250 kW. Sécheur du local déroulage PVB : 11 kW. Sécheur de la salle blanche : 95 kW. Chauffage de l'entrepôt : 15 brûleurs de 46 kW soit 690 kW.  Puissance totale hors four = 69 657 kW.
2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques.  1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (*) étant supérieure à 50 kW.  (*) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.	D	Puissance totale de 310 kW pour la charge batterie entrepôt (70 kW) et la charge batterie UPS (240 kW)



Rubrique	Activité	Régime*	Capacité
2925-2	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques. 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.	D	Puissance totale de 5 177 kW
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	DC	Module ORC : charge circulante de 1 200 kg de hexaméthylcyclotrisiloxane (liquide inflammable de catégorie 1 ; température maxi 280 °C ; température de travail (évaporation) 230-240 °C ; température d'ébullition 100 °C ; pression de travail 19 bar)
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 2. supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.	DC	57 tonnes d'eau ammoniacale à 24 % non classée
4715-2	Hydrogène (numéro CAS 133-74-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant 2. supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t.	D	7 cadres de bouteilles, soit 6 000 Nm <sup>3</sup> (soit 540 kg).
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant 2. supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t.	D	2 réservoirs de 50 m <sup>3</sup> , soit 119 t.

Rubrique	Activité	Régime*	Capacité
4734-2-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant 2. pour les autres stockages, c) supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.	DC	1 réservoir aérien de 200 m <sup>3</sup> + 120 m <sup>3</sup> de FOD (secours du four).  2 réservoirs de FOD de 5 m <sup>3</sup> chacun pour les engins de manutention. Densité retenue : 0,84 kg/l  Soit 177 tonnes

\* A – autorisation ; E – Enregistrement ; DC – Déclaration contrôlée (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement)\*\* ; D – Déclaration

\*\* En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3330, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative à la rubrique principale sont celles relatives à la fabrication du verre (BATc GLS).

Les aménagements, installations, ouvrages, travaux et leurs annexes objet du présent arrêté sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

### Article 3.2 – Installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA)

L'exploitant, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, est autorisé à exploiter une usine de fabrication de verres plats d'une capacité de 302 950 tonnes par an, comportant les activités IOTA suivantes :

N° de rubrique IOTA	Nature de l'activité	Régime* actuellement autorisé	Nature des installations et volume de l'activité actuels
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	D	Implantation de piézomètres sur le site dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	D	Surfaces étanches du site : 9,95 ha

\* D – Déclaration

Le projet présenté dans le présent dossier ne modifie pas ce positionnement.

### Article 3.3 – Autorisation d'émission de gaz à effet de serre

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R.229-5 du code de l'environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné
Fabrication de verre y compris de fibre de verre avec une capacité de fusion > 20 tonnes/jour	CO2
Combustion de combustible dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion > 20 MW	CO2

## **Article 4 – Prescriptions techniques applicables**

### **Article 4.1 – Arrêtés ministériels applicables**

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement citées dans le tableau de l'article 3 de ce présent arrêté s'appliquent aux installations, notamment :

- l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 (applicable à compter du 20 décembre 2018) ;

Par ailleurs, les installations classées soumises au régime de l'enregistrement ou de la déclaration et relevant des rubriques 1185-2-a, 2515, 2524, 2560-2, 2661-1-c, 2662-2, 2715, 2910-A-2, 2915, 2921, 2925-1, 2925-2, 4330-2, 4510-2, 4715-2, 4725-2 et 4734-2-c devront respecter les dispositions des arrêtés de prescriptions générales correspondants, sauf en ce qu'elles auraient de contraire, avec les prescriptions du présent arrêté.

### **Article 4.2 – Déclarations obligatoires**

Toute modification apportée par le demandeur à son installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

### **Article 4.3 – Prévention de la pollution des eaux**

#### **4.3.1 – Prescriptions générales**

Le prélèvement de l'eau sur le réseau d'eau potable destiné au procédé n'excède pas 249 m<sup>3</sup>/j et destiné à un usage sanitaire n'excède pas 72 m<sup>3</sup>/j.

À cet effet des dispositifs de comptage de l'eau prélevée sur le réseau public sont installés.

Toutes les précautions sont prises pour éviter une pollution des eaux superficielles ou souterraines, avec en particulier, les dispositions suivantes :

- le circuit d'eau potable est totalement séparé du réseau d'eau industrielle ;
- le réseau de collecte des diverses eaux présentes sur le site est de type séparatif ;
- les réservoirs de stockage de produits dangereux, toxiques ou nocifs sont implantés dans des cuvettes de rétention étanches, ou dans des réservoirs à double enveloppe présentant des sécurités équivalentes, conçues pour éviter que les liquides ne puissent s'écouler en dehors en cas de rupture de réservoir. Cette disposition est également applicable au four de fabrication du verre ;
- le refroidissement des matériels et installations en circuit ouvert est interdit, le circuit primaire devant être fermé (eau susceptible d'être en contact avec un produit en cas de fissure de la paroi d'échange).

#### 4.3.2 – Points de rejets – Qualités des effluents rejetés

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur	Coordonnées
1	Eaux issues du bassin intermédiaire interne	Bassin d'orage de la zone industrielle	Cocherenbach (ruisseau)	Latitude : 49.106305 Longitude : 6,850466

Le bassin intermédiaire interne d'une capacité de 3 500 m<sup>3</sup> reçoit les rejets d'eaux pluviales et les eaux de process.

Le rejet vers le milieu naturel des eaux contenues dans le bassin intermédiaire interne est effectué à un débit de 13 m<sup>3</sup>/h maximum.

Le rejet des eaux dans le milieu naturel se fait par sur-verse.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est mise à disposition de l'inspection.

Le rejet des eaux contenues dans le bassin intermédiaire interne vers le bassin d'orage respecte les valeurs maximales suivantes :

- températures inférieures à 30 °C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- concentrations maximales suivantes :
  - MES : 30 mg/l ;
  - DCO : 30 mg/l ;
  - hydrocarbures totaux : 15 mg/l ;
  - DBO5 : 100 mg/l ;
  - NO<sub>2</sub><sup>-</sup> : 2 mg/l ;
  - NO<sub>3</sub><sup>-</sup> : 50 mg/l ;
  - NH<sub>4</sub><sup>+</sup> : 5 mg/l ;
  - Ptotal : 2 mg/l.
- flux maximaux suivants :
  - MES : 2,9 kg/j ;
  - DCO : 12,5 kg/j ;
  - DBO5 : 9,6 kg/j ;
  - NO<sub>2</sub><sup>-</sup> : 0,096 kg/j ;
  - NO<sub>3</sub><sup>-</sup> : 4,8 kg/j ;
  - NH<sub>4</sub><sup>+</sup> : 0,48 kg/j ;
  - Ptotal : 0,2 kg/j .

Les mesures seront réalisées selon les normes en vigueur.

Une surveillance de ces rejets est réalisée mensuellement sur un prélèvement de 24 h proportionnellement au débit.

##### 4.3.2.1 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées recueillies sur le site sont collectées et envoyées vers le bassin intermédiaire interne.

Les eaux pluviales des aires de stationnement transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant envoi vers le bassin intermédiaire interne. Il en est de même pour la zone de dépôtage du FOD.



#### 4.3.2.2 – Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires doivent être traitées en station d'épuration Intercommunale de Farébersviller. À cet effet, une convention doit être établie avec l'exploitant de cette station.

#### 4.3.2.3 – Eaux de process (lavage du verre, purge, osmose inverse)

Les NEA-MTD et les valeurs limites d'émission (VLE) fixées par l'arrêté ministériel sectoriel relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale sont applicables.

La périodicité des mesures de contrôle des eaux de process est fixée par l'arrêté ministériel sectoriel.

- Acceptabilité des rejets

L'exploitant transmet à l'autorité compétente, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude visant à :

- caractériser le rejet de process en concentration et en flux avant le rejet dans le bassin intermédiaire (rejet constitué des osmoseurs, des machines à laver, des purges de tours aéroréfrigérantes et des purges de chaudières) ; cette caractérisation portera sur les paramètres figurant en annexe 1 du présent arrêté ;
- comparer ces rejets aux référentiels applicables (arrêté ministériel verrier, NEA-MTD) ;
- évaluer l'impact du rejet process sur la masse d'eau réceptrice (Rosselle 3), en application de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette évaluation déterminera l'acceptabilité du rejet process dans le milieu récepteur.

Cette étude comprend, le cas échéant, les mesures proposées afin de rendre compatible le rejet process du site avec l'objectif de contribution au bon état de la masse d'eau réceptrice. Les mesures proposées sont assorties d'un échéancier de réalisation.

- Optimisation de la consommation d'eau

L'exploitant transmet à l'autorité compétente, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude visant à :

- recenser et quantifier les différents usages de l'eau sur le site ;
- optimiser les quantités d'eau utilisées par les différents usages, par exemple par réutilisation interne des eaux.

- Dispositions spécifiques « sécheresse »

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental cadre sécheresse, l'exploitation réduit ses prélèvements conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 cité supra.

#### 4.3.3 – Prévention des pollutions accidentelles

##### 4.3.3.1 – État des stockages

Le bon état de conservation des stockages fixes ou mobiles, situés dans l'établissement ou introduits de façon temporaire dans son enceinte, doit faire l'objet d'une surveillance particulière de la part de l'exploitant.

##### 4.3.3.2 – Canalisations

En aucun cas, les tuyauteries correspondantes ne sont situées dans les égouts ou dans les conduits en liaison directe avec ceux-ci.

En cas d'incidents susceptibles de détériorer la qualité du rejet, l'inspection des installations classées doit être immédiatement alertée. L'exploitant doit tenir à disposition des agents chargés de la police des eaux des fiches techniques des produits susceptibles de se retrouver

dans les rejets, ces fiches doivent comporter les paramètres toxicologiques habituels (doses et concentrations létales...).

#### 4.3.3.3 – Surveillance des eaux souterraines

La surveillance des eaux souterraines est réalisée sur un piézomètre en amont et deux piézomètres en aval du site, suivant le sens d'écoulement de la nappe.

La surveillance est réalisée deux fois par an au moins (périodes de hautes et basses eaux). Dans chaque ouvrage, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des paramètres suivants :

- hydrocarbures totaux,
- métaux lourds : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb et zinc,
- mercure,
- BTEX : benzène, toluène, éthylbenzène et xylène,
- hydrocarbures aromatiques polycycliques : naphthalène, acénaphthylène, acénaphène, fluorène, anthracène, fluoranthène, pyrène, benzo(a)anthracène, chrysène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, indeno(1,2,3-cd)pyrène, benzo(ghi)pérylène et phénanthrène,
- DCO,
- ammonium (NH<sub>4</sub><sup>+</sup>),
- composés organiques halogénés volatils : 1,1-dichloroéthane, 1,2-dichloroéthane, cis-1,2-dichloroéthylène, trans-1,2-dichloroéthylène, 1,2-dichloropropane, 1,3-dichloropropane, 1,1,1,2-tétrachloroéthane, 1,1,1-trichloroéthane, 1,1,2-trichloroéthane, bromochlorométhane, bromodichlorométhane, bromoforme, chloroforme, dibromochlorométhane, dibromométhane, dichlorométhane, tétrachloroéthylène, trichloroéthylène, chlorure de vinyle, 1,1-dichloroéthylène, chlorure d'allyle, chloroprène, 2,2-dichloropropane, tétrachlorométhane, 1,1-dichloropropène, dichlorobromométhane, épichlorhydrine, trans-1,3-dichloropropène, cis-1,3-dichloropropène, 1,2-dibromoéthane, 1,2,3-trichloropropane, 1,1,2,2-tétrachloroéthane, hexachloroéthane, 1,2-dibromo-3-chloropropane, hexachlorobutadiène, tétrachloroéthylène +trichloroéthylène.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualités fixées par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse, etc.).

Le tableau des niveaux piézométriques relevés (exprimés en mètres NGF), une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres ainsi que les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.

#### 4.3.4 – Frais des contrôles

L'exploitant procède à ses frais aux prélèvements, analyses, contrôles de la qualité et débit des eaux rejetées ainsi qu'à la surveillance de la nappe.

### **Article 4.4 – Prévention de la pollution atmosphérique**

#### 4.4.1 – Principes généraux

Les fours de fabrication du verre sont des fours transversaux fonctionnant au gaz naturel. Les deux groupes électrogènes fonctionnent au fioul. Les chaudières LOOS et MAXXTEC fonctionnent au gaz naturel.

En cas de difficultés exceptionnelles liées à l'approvisionnement en gaz naturel, l'alimentation totale ou partielle du four de fabrication du verre au fioul (GNR ou FOD) est possible selon les modalités précisées à l'article 4.4.2 et suivants du présent arrêté.

Dans cette éventualité, il conviendra que l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées du fonctionnement des fours au fioul et mette en œuvre rapidement les dispositions visant à rétablir le fonctionnement au gaz naturel.

Durant la période de fonctionnement utilisant du fioul, les valeurs spécifiques de rejet précisées à l'article 4.4.3 devront être respectées.

La cheminée de rejet des produits de combustion du four de production du verre doit présenter une hauteur de 80 mètres.

Les cheminées seront équipées conformément à la norme NFX-44052 en ce qui concerne les orifices de prélèvements et les accès nécessaires aménagés : la vitesse du flux de gaz dans le conduit à l'emplacement du prélèvement est suffisamment uniforme et constante.

Les formes des conduits doivent être conçues pour favoriser au maximum l'ascension des gaz de combustion dans l'atmosphère.

#### 4.4.2 – Alimentation du four au fioul ou par un Mix énergétique 60 % gaz naturel – 40 % fioul (GNR ou FOD)

L'alimentation du four exclusivement au fioul (GNR ou FOD) est autorisée en cas de rupture de la livraison en gaz naturel suite à une procédure mise en œuvre par les pouvoirs publics ou le gestionnaire du réseau de transport.

Le recours au mix énergétique 60 % gaz naturel – 40 % fioul est autorisé dans les cas de nécessité suivants :

- lors d'un délestage de la consommation de gaz (procédure mise en œuvre par les pouvoirs publics ou le gestionnaire du réseau de transport) ;
- si la différence de prix entre le gaz naturel et le combustible liquide (FOD ou GNR) est substantielle (mise en jeu de la viabilité économique du site).

L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en perspective du changement de combustible dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Cette procédure précisera notamment :

- utilisation de fioul ou GNR « à faible teneur en soufre » afin de limiter les émissions de SO<sub>2</sub> pendant la combustion (l'utilisation de GNR sera privilégiée) ;
- les critères de recours aux combustibles alternatifs au gaz naturel ;
- les modalités de mise en œuvre ;
- les mesures réalisées à chaque étape (poussières, NO<sub>x</sub>, SO<sub>x</sub>, CO...).

Le recours partiel ou total aux combustibles alternatifs au gaz naturel induit la mise en œuvre des mesures suivantes :

- information immédiate du préfet et de l'inspection des installations classées, détaillant :
  - les causes du recours aux combustibles alternatifs au gaz naturel (fioul ou mix énergétique),
  - les différentes phases de mise en œuvre et les ratios prévus,
  - la durée envisagée.

Dès le retour à un fonctionnement normal au gaz naturel, une notification sera envoyée au préfet et à l'inspection des installations classées, comprenant un bilan du déroulement des opérations et les résultats de la surveillance des émissions atmosphériques pendant la période d'utilisation de combustibles alternatifs.

#### 4.4.3 – Seuils de rejets du four de fabrication de verre

Le débit d'effluent gazeux est exprimé en Nm<sup>3</sup>/h (273 K et 101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau, et à une concentration de 8 % d'oxygène.

Ce débit est fixé à une valeur maximale de 110 000 Nm<sup>3</sup>/h.

Les installations seront exploitées de manière à respecter à l'émission des gaz les valeurs limites d'émission (VLE) précisées ci-après :

Paramètre réglementé	Concentration (mg/Nm³)		Flux spécifique (kg/tonne)		Flux horaire maximal (kg/h)	
	Fioul	Gaz naturel	Fioul	Gaz naturel	Fioul	Gaz naturel
Taux d'O <sub>2</sub> (sauf pour CO)	8,00 %		Facteur de conversion : 0,0031			
Vitesse minimale d'éjection	19 m/s					
Poussières	20		0,062		2,2	
SOx (exprimé en SO <sub>2</sub> )	900	500	2,79	1,55	99	55
NOx (exprimé en NO <sub>2</sub> )	400		1,24		44	
CO	100		0,31		11	
HCl	25		0,0775		2,75	
HF	4		0,0124		0,44	
Cd+Hg+Tl (gazeux et particulaire)	0,05 par métal ou 0,1 pour la somme, si le flux dépasse 1 g/h		concentration * facteur de conversion (1)		0,01 pour la somme 0,005 par métal (Cd, Hg)	
Pb	1		concentration * facteur de conversion (1)		0,005	
As+Co+Ni+Cd+Se+Cr <sub>VI</sub>	1		0,0031		0,072 pour la somme	
As+Co+Ni+Cd+Se+Cr <sub>VI</sub> +Sb +Pb+Cr <sub>III</sub> +Cu+Mn+V+Sn	5		0,0155		0,36 pour la somme	
COVNM	20		0,062		2,2	
Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40, dont formaldéhyde	2		0,0062		0,22	
Composés organiques volatils halogénés étiquetés R. 40 dont phénol	20		0,062		2,2	
H <sub>2</sub> S	5		0,0155		0,55	
Amines exprimées en azote	5		0,0155		0,55	
HAP	0,1	/	0,00031	/	0,011	/
NH3	30		0,093		3,3	

(1) facteur de conversion applicable aux verres plats dans l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

Spécifiquement, dans le cas du mix énergétique 60 % gaz naturel – 40 % fioul, seule les VLE des SOx et des HAP sont modifiées :

Paramètre réglementé	Concentration (mg/Nm³)			Flux spécifique (kg/tonne)			Flux horaire maximal (kg/h)		
	Fioul	GN *	Mix énergétique 60 % GN* – 40 % fioul	Fioul	GN*	Mix énergétique 60 % GN* – 40 % fioul	Fioul	GN*	Mix énergétique 60 % GN* – 40 % fioul
SOx (exprimé en SO <sub>2</sub> )	900	500	660	2,79	1,25	2,05	99	55	72,6
HAP	0,1	/	0,04	0,00031	/	0,000124	0,011	/	0,0044

\* GN : Gaz naturel



Les VLE en concentrations fixées au présent article s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement, à l'exception des périodes visées à l'article 4.4.9 du présent arrêté.

Les VLE en flux fixées au présent article sont relatives à toutes les périodes d'exploitation, y compris celles visées à l'article 4.4.9 du présent arrêté.

Dans le cadre de la surveillance continue, l'exploitant s'assure du respect des VLE sur la base des valeurs moyennes horaires mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %.

Cette soustraction ne s'applique qu'aux polluants atmosphériques suivants : SO<sub>x</sub>, NO<sub>x</sub>, poussières, carbone organique total, HCl et HF ; la correction à apporter par l'exploitant à la valeur mesurée est au plus égal au produit de la VLE considérée par le pourcentage mentionné à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé.

L'exploitant devra également veiller à optimiser de manière permanente le traitement des fumées afin de réduire les valeurs d'émission fixées ci-dessus.

La périodicité des mesures de contrôle des rejets atmosphériques est fixée par les arrêtés ministériels sectoriels.

#### 4.4.4 – Seuils de rejet des installations de production de vapeur et d'eau chaude

Les chaudières LOOS et MAXXTEC présentes sur le site respectent les dispositions des articles R.224-20 et suivants du code de l'environnement.

Les VLE précisées ci-après s'appliquent :

Chaudière	Puissance	Hauteur minimale de cheminée	Vitesse minimale d'éjection des rejets	Débit maximal	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire maximal (kg/h)
LOOS	1,33 MW	16 mètres	5 m/s	1 400 Nm <sup>3</sup> /h	150 pour les NO <sub>x</sub> <sup>(1)</sup> 100 pour le CO <sup>(1)</sup>	0,21 pour les NO <sub>x</sub> <sup>(1)</sup> 0,14 pour le CO <sup>(1)</sup>
MAXXTEC	5 MW	16 mètres	10 m/s	5 600 Nm <sup>3</sup> /h	150 pour les NO <sub>x</sub> 100 pour le CO	0,84 pour les NO <sub>x</sub> 0,56 pour le CO

(1) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2030

#### 4.4.5 – Surveillance des émissions et des paramètres pertinents du procédé

L'exploitant met en place une surveillance régulière des paramètres du procédé, afin de prévenir et, en cas d'impossibilité, réduire la pollution (par exemple la teneur en O<sub>2</sub> des gaz de combustion de manière à contrôler le rapport combustible/air).

Il surveille par ailleurs d'autres paramètres représentatifs pour s'assurer que le système de traitement des effluents gazeux fonctionne correctement, et que les niveaux d'émission restent stables entre les mesures discontinues. Ces paramètres représentatifs comprennent notamment l'alimentation en réactif, la température, l'alimentation en eau, la tension, le dépoussiérage et la vitesse des ventilateurs.

Les procédures définissant la surveillance des différents paramètres à surveiller sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place le programme de surveillance des émissions atmosphériques suivant :

Installation	Paramètre	Surveillance
Four	Débit d'effluent gazeux	mesure en permanence du débit
	Poussières	continue + trimestrielle par un organisme agréé

Installation	Paramètre	Surveillance
	SOx (exprimé en SO <sub>2</sub> )	continue + trimestrielle par un organisme agréé
	NOx (exprimé en NO <sub>2</sub> )	continue + trimestrielle par un organisme agréé
	CO (à 3 % d'O <sub>2</sub> )	continue + trimestrielle par un organisme agréé
	HCl	trimestrielle par un organisme agréé
	HF	trimestrielle par un organisme agréé
	Métaux lourds	annuelle par un organisme agréé
	COV	annuelle par un organisme agréé
	Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40, dont formaldéhyde	annuelle par un organisme agréé
	Composés organiques volatils halogénés étiquetés R. 40 dont phénol	annuelle par un organisme agréé
	H <sub>2</sub> S	annuelle par un organisme agréé
	Amines	annuelle par un organisme agréé
	HAP	annuelle par un organisme agréé
	NH <sub>3</sub>	continue + trimestrielle par un organisme agréé
Stockage/broyage/manutention des matières premières et produits recyclés	Poussières	triannuel par un organisme agréé
Autres activités en aval (1)	Poussières	annuelle par un organisme agréé
	HCl	annuelle par un organisme agréé
	HF	annuelle par un organisme agréé

Installation	Paramètre	Surveillance
	SOx (exprimé en SO <sub>2</sub> )	annuelle par un organisme agréé
	Pb	annuelle par un organisme agréé
	Métaux lourds	annuelle par un organisme agréé
	COV	annuelle par un organisme agréé

(1) excepté les deux sècheurs d'une puissance de 11 et 95 kW, utilisés pour la production de verre en couche, les installations de revêtement / galvanisation et les installations de fabrication de verre laminé.

#### 4.4.6 – Stockage, broyage, manutention de matières premières et produits recyclés

##### 4.4.6.1

Les installations de stockage, broyage et manutention de matières premières et de produits recyclés sont conçues de manière à éviter les émissions de poussières dans l'environnement. À cet effet, les sources d'admissions de poussières sont munies de capotage, de dispositif de captation efficace.

##### 4.4.6.2

Les émissions de poussières émises lors des opérations de chargement et déchargement des silos de stockage des matières premières et poussières d'électrofiltres sont inférieures à 20 mg/Nm<sup>3</sup>.

Un contrôle triannuel du respect de cette exigence est effectué par un organisme agréé, selon les normes en vigueur.

##### 4.4.6.3

Les installations de captation et traitement de l'air chargé en poussières sont exploitées et entretenues de manière à conserver leur efficacité en tout temps.

##### 4.4.6.4

Un contrôle annuel des quantités de poussières émises est réalisé. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.

#### 4.4.7 – Seuils de rejets des installations du bain d'étain (aval du four)

Les émissions des installations en aval du four respectent les concentrations suivantes :

Paramètre réglementé	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire maximal (g/h)
Taux d'O <sub>2</sub>	Pas de correction pour l'oxygène	-
Vitesse minimale d'éjection	21 m/s	-
Débit maximal	14 552 Nm <sup>3</sup> /h	-
Cd+Hg+Tl (gazeux et particulaire)	0,05 par métal ou 0,1 pour la somme	0,72 par métal et 1,455 pour la somme
Pb	1	14,55
As+Co+Ni+Cd+Se+Cr <sub>VI</sub>	1	14,55
As+Co+Ni+Cd+Se+Cr <sub>VI</sub> +Sb+Pb+Cr <sub>III</sub> +Cu+Mn+V+Sn	5	72,76 pour le Cd
Poussières	20	291,04
HCl	10	-
HF	5	-

Paramètre réglementé	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire maximal (g/h)
SOx (exprimé en SO <sub>2</sub> )	200	2910,4

#### 4.4.8 – Seuils de rejets des installations de l'unité de fabrication de verre en couche (installations de séchage et installations de revêtements par galvanisation)

Les émissions des installations de séchage, de revêtement du verre et de fabrication de verre laminé respectent les concentrations suivantes et font l'objet du programme de surveillance suivant :

Émissaire	Paramètre réglementé	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Surveillance des émissions
Sécheur	Taux d'O <sub>2</sub>	Teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé	annuelle par un organisme agréé
	Poussières	30	annuelle par un organisme agréé
	NOx (exprimé en NO <sub>2</sub> )	300	annuelle par un organisme agréé
	COVNM	150	annuelle par un organisme agréé
Installations de revêtement/galvanisation	Poussières	25	annuelle par un organisme agréé
Installation de fabrication de verre laminé	Poussières	25	annuelle par un organisme agréé

L'utilisation de substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40, telles que définies dans l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié et relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses, est strictement interdite.

#### 4.4.9 – Gestion des périodes de fonctionnement en conditions d'exploitation autres que normales pour les installations du four de fabrication du verre

Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées.

La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration, etc.), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.

Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article R.512-69 du code de l'environnement.

L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.

#### 4.4.10 – Conditions générales de la surveillance des rejets

Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique.



Ces appareils sont conçus de façon à répondre aux exigences de performance des normes de certification des systèmes de mesurage automatisés des émissions de sources fixes. Les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique citées dans l'avis publié au journal officiel relatif aux méthodes normalisées de référence sont réputées satisfaire à ces exigences.

L'exploitant applique en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.

Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL2. Le maintien de l'aptitude des appareils de mesure entre deux procédures QAL2 est contrôlé par la procédure AST.

Le maintien de la dérive dans des limites acceptables, et la correction de dérive, le cas échéant, sont assurés par la mise en œuvre de la procédure QAL3. La procédure QAL3 est mise en place dès l'installation de l'appareil de mesure en continu.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation QAL1 n'a pas été faite, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants.

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- SO<sub>2</sub> : 20 %,
- NO<sub>x</sub> : 20 %,
- Poussières : 30 %.

#### 4.4.11 – Augmentation du taux de calcin externe dans l'alimentation du four verrier

Préalablement à toute augmentation du taux de calcin externe au-delà d'un taux d'une quantité pondérale de 10 % des matières entrantes dans le four, l'exploitant transmettra au préfet un rapport à connaissance pour analyser l'évolution éventuelle des caractéristiques des émissions atmosphériques du four.

### **Article 4.5 – Traitement et élimination des déchets**

#### 4.5.1 – Contrôle de la production, du traitement et de l'élimination des déchets

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement.

À cet effet, un registre ou tout système équivalent sur lequel sont répertoriées les informations suivantes :

- types et quantités de déchets produits ;
- noms des entreprises assurant les enlèvements de déchets ;
- dates des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- noms des entreprises assurant le traitement des déchets et adresse de centre de traitement (décharge, usine d'incinération...),

est ouvert et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 4.5.2 – Traitement et élimination

L'exploitant met en place une collecte sélective de manière à séparer les déchets banals et spéciaux et à favoriser leur réutilisation éventuelle.

Le stockage des déchets solides avant enlèvement ne se fait que sur une aire étanche, sous abri.

Les déchets liquides sont stockés en réservoirs ou en fûts suivant leur origine dans les capacités de rétention étanches dimensionnées de façon à contenir les effluents en cas de fuite.

Les déchets de l'établissement doivent être éliminés dans des installations extérieures régulièrement autorisées selon la réglementation en vigueur pour éliminer ces types de déchets.

Lors des travaux nécessitant la vidange du bain d'étain, celui-ci sera récupéré et recyclé.

Les lots de matières premières mal proportionnées sont stockés pour recyclage après rectification des proportions, les installations de stockage et préparation doivent être conçues en conséquence ; en cas d'impossibilité pour un lot d'être recyclé sur place, il devra être recherché une valorisation externe, la mise en décharge appropriée ne devant être que le dernier recours.

## **Article 4.6 – Prévention du bruit et des vibrations**

### 4.6.1 – Construction et exploitation

Outre l'arrêté ministériel du 13 mars 2003 cité supra, les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

### 4.6.2 – Contrôles

Un contrôle des niveaux acoustiques en limite de propriété devra être effectué tous les 3 ans, en se référant au plan ci-dessous.

En tout état de cause, de nouvelles mesures seront à réaliser dans les 6 mois suivants la mise en activité de toutes les nouvelles installations.

Les frais seront supportés par l'exploitant.

Points de mesure de bruit



Situation des points de mesures :

- Point 1 : intersection de la route D29D et de l'impasse des Coquelicots virtuellement prolongée, à l'ouest de la société ;
- Point 2 : à l'extrémité ouest de la rue des Joncs, au nord de la société ;

- Point 3 : au coin sud-ouest du site (à la jonction de la route D29D et des sociétés AGC Glass Seingbouse et Katoen Natif France).

## **Article 4.7 – Sécurité**

### 4.7.1 – Dispositions générales

#### 4.7.1.1 – Clôtures

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

#### 4.7.1.2 – Direction des vents

Une manche à air est implantée dans l'établissement en un point judicieusement choisi pour être visible des personnes éventuellement appelées à intervenir dans les zones du stockage d'hydrogène.

#### 4.7.1.3 – Règles de circulation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement.

Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par moyens appropriés (par exemple : panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...).

En particulier, les dispositions appropriées sont prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockage ou leurs annexes.

Des règles spécifiques doivent régir la circulation à proximité des zones de stockage de matières dangereuses présentes sur le site.

#### 4.7.1.4 – Accès, voies et aires de circulation

##### 4.7.1.4.1

Les voies de circulation, les pistes et voies sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptibles de gêner la circulation.

Les véhicules de secours doivent pouvoir accéder à l'établissement par deux entrées situées en des points distincts, les installations devant demeurer accessibles quelle que soit la direction du vent.

##### 4.7.1.4.2

Les bâtiments et dépôts sont accessibles facilement par les services de secours.

Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m,
- rayons intérieurs de giration : 11,50 m,
- hauteur libre : 4 m,
- résistance à la charge : 13,00 tonnes par essieu.

#### 4.7.1.5 – Conception et aménagement des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

À l'intérieur des ateliers et des dépôts, des allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas d'incendie.

#### 4.7.1.6 – Entretien et alimentation des matériels de sécurité et de secours

Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en bon état permanent de fonctionnement et périodiquement vérifiés.

L'exploitant doit conserver les justifications de la dernière vérification effectuée sur chaque appareil.

Les rapports de vérifications des points d'eau incendie (poteaux incendie et dispositifs fixe d'aspiration de la réserve incendie de 500 m<sup>3</sup>) doivent être transmis au SDIS.

Les matériels de sécurité et de secours fonctionnant à l'électricité doivent être secourus en cas de rupture d'alimentation du réseau électrique.

À ce titre, les ordinateurs de contrôle sont secourus. Une source autonome alimentera en priorité les pompes de circulation d'eau de refroidissement, de ventilation de l'air de combustion du four, de ventilation de refroidissement des murs du four.

Les nouvelles installations (l'électroboosting y compris le transformateur attenant, le module ORC, le stockage d'énergie (batteries Lithium) et les centrales photovoltaïques) bénéficieront de procédures et seront équipés de systèmes de sécurités et de secours conformément au contenu du dossier, en particulier l'étude de danger.

#### 4.7.1.7 – Consignes de sécurité, d'exploitation, d'inspection et de maintenance

L'exploitant doit établir par écrit des règlements et consignes concernant les points suivants :

- règlement général de sécurité ;
- consignes de sécurité ;
- consignes relatives aux démarrages, marches normales, arrêts et cas d'urgence ;
- méthodologie d'inspection des matériels ;
- conditions générales pour les travaux de modification, de manutention ;
- conditions générales de délivrance de permis de feu.

La maintenance des équipements d'emploi du fluide caloporteur est régulièrement assurée de manière préventive et un enregistrement des opérations de contrôle et de maintenance doit être réalisé.

#### 4.7.1.8 – Plan d'intervention

Un plan d'intervention est communiqué au SDIS, portant sur les secteurs à risques du site et en particulier au niveau du stockage d'hydrogène, des zones de transfert et d'utilisation des gaz combustibles (gaz naturel, hydrogène), des centrales photovoltaïques, de la centrale ORC, du stockage de GNR/FOD, du stockage d'oxygène liquide, du système de stockage d'énergie (batteries lithium) et du stockage d'anthracite.

Un exemplaire de ce plan doit être transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant la mise en service de l'exploitation.

Un exemplaire de ce plan est tenu à disposition des services de secours dans un dossier d'accueil des secours présent sur le site.

### 4.7.2 – Incendie – Explosion

#### 4.7.2.1 – Définition des risques et caractéristiques de zones

L'exploitant évalue, sous sa responsabilité, le risque potentiel de feu ou d'explosion présent dans chaque bâtiment ou partie de bâtiment ou aires extérieures, en tenant compte notamment de l'existence de points chauds ou de matériels produisant des étincelles.

L'exploitant délimite autour des points où l'on emploie ou stocke des liquides ou poussières inflammables et des gaz combustibles, des zones de deux types :



- zones de types 1 : zones où les gaz, vapeurs, liquides ou poussières inflammables peuvent former avec l'air un mélange explosif de façon permanente ou semi-permanente pendant le fonctionnement normal des installations ;
- zones de types 2 : zones où les gaz, vapeurs, liquides ou poussières inflammables peuvent former avec l'air un mélange explosif de façon épisodique, avec une faible fréquence et une courte durée.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones à risque d'incendie ou d'explosion pour l'ensemble du site.

#### 4.7.2.2 – Dispositions constructives des bâtiments des zones à risque d'incendie ou d'explosion

##### 4.7.2.2.1

Les locaux situés dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion doivent présenter des caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux classés en catégorie M0 ;
- isolation vis-a-vis des constructions voisines par un mur coupe-feu 2 heures dépassant la couverture la plus élevée d'au moins un mètre ou possédant un plafond coupe-feu 2 heures, soit un espace libre d'au moins 7 mètres ;
- soit en matériaux incombustibles.

Les portes de communication prévues dans ces murs sont coupe-feu de degrés 2 heures, à fonctionnement automatique.

##### 4.7.2.2.2

En fonctionnement normal, les locaux des zones à risque sont ventilés convenablement et de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeur.

##### 4.7.2.2.3

Les éléments porteurs des structures métalliques doivent être protégés de la chaleur lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre ou peut compromettre les conditions d'intervention.

Dans les locaux comportant ces zones, les portes ouvrent facilement dans le sens de l'évacuation, elles sont pare-flamme une demi-heure à la fermeture automatique.

Les dégagements doivent être répartis de telle façon que ne subsiste compte tenu des recoupements intérieurs aucun cul-de-sac supérieur à 20 mètres, ni aucun point distant de plus de 50 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

##### 4.7.2.3

Les dispositions constructives prévues par l'article 4.7.2.2 doivent notamment être respectées au niveau des locaux abritant les stocks de polymères, du local abritant le four de fabrication du verre, des locaux abritant les installations d'hydrogène gazeux et la centrale ORC.

#### 4.7.2.4 – Installation de stockage d'énergie par batteries

##### **Implantation**

Le conteneur abritant les modules de batteries est installé à l'extérieur de tout bâtiment ou toute construction, et est situé au niveau du sol. Le conteneur est implanté en dehors des zones inondables. Lorsque cela n'est pas possible, il est surélevé afin d'éviter l'entrée d'eau en cas d'inondation.

Toute activité au-dessus ou au-dessous du conteneur est interdite.



Le conteneur est implanté et maintenu aux distances suivantes :

- 15 mètres des limites du site,
- 15 mètres du champ photovoltaïque n°1,
- 12 mètres du bâtiment de production,
- 500 mètres de la zone de stockage H2.

- a) Les câbles de raccordement électrique du conteneur et les autres parties de l'installation sont regroupés dans des chemins de câbles protégés contre les chocs mécaniques. Leur présence est signalée pour éviter toute agression en cas d'intervention externe.
- b) Afin d'éviter la transmission d'un incendie entre l'aire de stockage et le reste de l'installation électrique, le conteneur est implanté à une distance suffisante des transformateurs électriques et des autres appareils composant l'installation électrique lorsque ceux-ci ne font pas partie intégrante du conteneur. La conformité aux normes NF C 15-100, NF C 13-200 et NF EN IEC 61936-1 en vigueur vaut présomption de conformité à cette exigence.

### **Conception du conteneur**

Conformément au dossier, le conteneur sera étanche à l'eau, sécurisé, conçu pour protéger les équipements des conditions environnementales externes susceptibles d'être rencontrées sur un tel site industriel. Il sera composé des éléments suivants :

1. racks constitués de modules batteries, organes électriques de protection et de déconnexion (interrupteurs-fusibles),
2. système de lutte contre l'incendie (détection + extinction), relié à la station de télésurveillance existante au poste de garde, à l'entrée de l'usine,
3. systèmes de détection d'intrusion,
4. systèmes de contrôle d'accès aux portes,
5. système de régulation de température,
6. ventilation asservie à la température,
7. détection de défaut charge/batterie,
8. éclairage interne et éclairage de secours pour la maintenance et l'accès.

### **Conception des équipements de charge**

L'installation est équipée d'une commande permettant de couper la charge électrique au niveau de chaque aire de charge et au niveau même de l'installation.

Cette commande est enclenchée manuellement à partir de dispositifs de type « arrêt d'urgence » disposés au droit de l'aire de charge et facilement accessible.

Un essai de leur bon fonctionnement est réalisé au moins une fois par an. Les résultats de ces tests sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Conception de la zone de remisage des batteries**

Une procédure est mise en place permettant de gérer les modules de batteries retirés du conteneur, notamment les modules de batteries endommagées ou défectueuses. La procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les modules de batteries retirés du conteneur, notamment les modules retirés en raison de la détection d'un endommagement ou d'un défaut, sont isolés, dans l'attente de leur enlèvement, dans une zone de remisage dédiée située à moins de 12 mètres de l'aire de charge. La durée d'entreposage avant enlèvement n'excède pas six mois. Les batteries sont protégées contre les agressions externes (choc, introduction d'eau au sein des batteries). L'emplacement de la zone de remisage est matérialisé et signalé. L'aire est organisée de façon à permettre l'accès au personnel des services de secours.

Tout stockage de matières inflammables, combustibles ou comburantes est interdit dans la zone de remisage et à moins de 12 mètres de celle-ci.

#### 4.7.2.5 – Prévention

Le personnel désigné pour la première intervention reçoit une formation sur le secours et la lutte contre l'incendie.

Il est procédé à un exercice d'incendie par an en liaison avec le SDIS.

#### 4.7.2.6 – Moyens d'intervention – Réseau d'incendie

Un réseau d'incendie bouclé équipé de poteaux d'incendie de type incongelable est implanté sur le site. Son alimentation se fait par le réseau d'eau de la zone industrielle.

Les équipements de prévention et de protection contre l'incendie prévus dans l'étude des dangers doivent être mis en place sur le site.

En particulier, les éléments suivants doivent être réalisés dans les zones suivantes :

- détection incendie au niveau :
  - de la salle de contrôle des inverseurs du four,
  - de la salle de contrôle du four,
  - des locaux de stockage de produits combustibles (polymères...),
  - des locaux techniques électriques,
  - des locaux abritant les transformateurs,
  - du stockage d'énergie,
  - de la centrale ORC ;
- détection d'atmosphère explosive au niveau du local de mélange hydrogène – azote, du local de charge accumulateurs, des locaux abritant les installations d'hydrogène gazeux au niveau des installations d'alimentation en gaz naturel.

Une réserve d'eau d'extinction incendie d'au moins 500 m<sup>3</sup> est mise en place.

De plus, les robinets d'incendie armés (RIA) et des extincteurs sont répartis dans l'ensemble des bâtiments de manière à atteindre tout point des locaux, y compris les nouvelles installations.

Des moyens en extincteurs adaptés aux risques à combattre sont implantés à proximité des zones concernées. Ce plan d'implantation précisant de plus la disposition des RIA et des détecteurs incendie et explosion est transmis pour information au SDIS et tenu à disposition des services de secours dans un dossier d'accueil des secours présent sur le site.

### **Article 4.8 – Dispositions particulières**

#### 4.8.1 – Stockage d'hydrogène

Le stockage d'hydrogène, d'une capacité maximale de 550 kg, est situé dans une enceinte spécifique, sur une aire en béton, délimitée par une clôture grillagée de deux mètres de hauteur minimum. Les portes d'accès s'ouvrent vers l'extérieur et une porte anti-panique est installée dans la direction opposée.

Le stockage est situé à au moins 8 mètres du bâtiment, 24 mètres du réservoir enterré de FOD et 100 mètres de l'ensemble des installations (canalisation d'arrivée du gaz sur site, poste de détente...) relatives à l'alimentation du site en gaz naturel.

La zone de stationnement des semi-remorques doit être située à au moins 40 mètres du réservoir enterré de FOD, 14 mètres du bâtiment et 110 mètres du poste de détente du gaz naturel.

Le bâtiment est situé à une distance d'au moins 15 mètres de l'organe, de l'enceinte de stockage d'hydrogène, le plus proche susceptible de générer une fuite d'hydrogène pur.

À l'extérieur de la clôture de l'enceinte de stockage d'hydrogène, une zone de sécurité sur le pourtour de celle-ci est établie, dans laquelle sont interdits :

- tout feu nu ;

- des matériaux combustibles ;
- d'autres gaz combustibles ou carburants ;
- tout poste de travail ;
- voie de circulation autre que celle spécifique à l'accès du dépôt.

Le dépôt et sa zone de sécurité sont considérés comme zones à risque d'incendie à l'explosion pour l'application du paragraphe 4.7.2.3.

L'accès du stockage est limité au personnel habilité.

L'emplacement des semi-remorques est matérialisé au sol. Les semi-remorques sont arrêtées, lors de la mise en place, par des butées fixées au sol.

Avant tout branchement côté gaz, chaque semi-remorque est accordée à une prise de terre.

Toutes installations électriques autres que celles nécessaires à l'exploitation du dépôt sont interdites.

Les flexibles de raccordement entre semi-remorques et installations fixes, ainsi que l'ensemble des matériels de la zone devront être compatibles avec le fluide véhiculé. Le poste de détente est situé dans l'enceinte.

La protection contre l'incendie est assurée au minimum par :

- deux extincteurs à poudre monnex ou équivalent de 50 kg sur roues ;
- deux bornes d'incendie, un système d'arrosage de type déluge.

Des consignes spécifiques au risque et à la conduite à tenir sont affichées à proximité du dépôt.

Une sécurité de débit haut ou de pression basse avec alarme en salle de contrôle est implantée sur la ligne de départ de l'hydrogène.

Des sondes d'analyse redondantes sont utilisées afin de contrôler les taux de mélange hydrogène-azote et d'assurer de façon permanente que le mélange réalisé présente un caractère gazeux inerte.

#### 4.8.2 – Bain d'étain

L'atmosphère du bain d'étain est maintenue en légère surpression. Le contrôle du mélange Azote (90 %) – Hydrogène (10 %) insufflé au niveau du bain est assuré en permanence. Une sécurité interdit l'injection d'hydrogène en cas de défaillance de l'alimentation en azote.

Le bain est aménagé de façon à éviter que, pour les épaisseurs faibles de verre, l'étain fondu soit entraîné vers la sortie du bain.

La galerie située sous le bain doit être conçue pour faire office de rétention en cas de fuite d'étain liquide. Ce volume est déterminé sur la base d'une étude de risque Cette capacité de rétention doit présenter une résistance mécanique et thermique adéquate au recueil de verre de fusion.

#### 4.8.3 – Stockage de dioxyde de soufre

Le stockage de dioxyde de soufre d'une capacité maximale de 3,920 t réparties en quatre fûts de 980 kg est situé dans un local particulier séparé du poste de détente de gaz par un mur coupe-feu deux heures.

Ce local est équipé d'une détection de SO<sub>2</sub> avec alarme visuelle et sonore, avec report en salle de contrôle.

Des consignes spécifiques concernant le risque toxique et la conduite à tenir sont affichées à proximité du local.

Un limiteur de débit est installé sur la canalisation de transfert vers l'atelier au niveau du local de stockage.

Le stockage doit être situé à au moins 10 mètres des limites de propriété.

Le local de stockage ne doit pas être surmonté par des locaux occupés par des tiers.

Ce local doit être équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes manuelles de ces dispositifs doivent être placées à proximité des accès.

L'exploitation de ce stock doit être réalisée par une personne nommément désignée et formée à la conduite de l'installation.

Cette personne doit avoir tous moyens de protection individuels à sa disposition.

Un registre de comptabilité des entrées/sorties de produits doit être tenu par le préposé.

Un limiteur de débit est installé sur la canalisation de transfert vers l'atelier au niveau du local de stockage.

#### 4.8.4 – Four de fabrication du verre

Le four de fabrication du verre doit être placé sur une rétention d'une capacité suffisante pour retenir 100 % de la quantité maximale de verre en fusion susceptible de s'écouler du four en cas d'incident majeur, compte tenu de la vitesse connue de solidification du verre. Ce volume est déterminé sur la base d'une étude de risque qui doit être fournie à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois après la mise en service des installations. Cette capacité de rétention doit présenter une résistance mécanique et thermique adéquate au recueil de verre en fusion.

#### 4.8.5 – Protection des batraciens en phase de travaux

En complément des engagements pris dans le dossier en matière de protection de la biodiversité, en phase de travaux du parc photovoltaïque n°2, l'exploitant pose à titre préventif un filet anti-amphibien sur la partie sud-est de la zone d'étude du parc photovoltaïque n°2 (zone de création de fourrés).

### **Article 5 – Conformité au dossier**

Sans préjudice des réglementations applicables, les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence.

### **Article 6 – Publicité**

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Seingbouse et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie de la commune susvisée. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.



## Article 7 – Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

## Article 8 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, le maire de Seingbouse sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société AGC Glass Seingbouse et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général par intérim

Philippe Deschamps



## ANNEXE 1

Liste des paramètres permettant de caractériser les rejets de process avant rejet dans le bassin intermédiaire :

- pH
- température
- débit
- MES
- DBO5
- DCO
- azote global
- phosphore total
- indice phénols
- chrome hexavalent et composés (en Cr6+)
- arsenic et ses composés (en As)
- plomb et ses composés (en Pb)
- cuivre et ses composés (en Cu)
- chrome et ses composés (en Cr)
- nickel et ses composés (en Ni)
- zinc et ses composés (en Zn)
- étain et composés (en Sn)
- fer, aluminium et composés (en Fe+Al)
- manganèse et composés (en Mn)
- composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)
- hydrocarbures totaux
- ion fluorure (en F-)
- antimoine et composés (en Sb)
- baryum
- bore et ses composés (en B)
- di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)\*
- acide perfluorooctanesulfonique (PFOS)\*
- quinoxylène\*
- sioxines et composés de type dioxines\* (dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD)
- aclonifène\*
- bifénox
- cybutryne
- cyperméthrine
- hexabromocyclododécane (HBCDD)\*
- heptachlore\* et époxyde d'heptachlore\*
- autres polluants spécifiques de l'état écologique à l'origine d'un impact local

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Vu pour être annexé à l'arrêté  
2025-DCAT-BEPE- 363

du 3 OCT. 2025

Pour le préfet,  
le secrétaire général par intérim

Philippe Deschamps

